

**Pauca concerpta**  
**(Quelques pages du président Henri Guinard)**

**Il n'est pas de cause définitivement perdue, à plus forte raison quand il s'agit de servir l'homme. Au moment où l'avenir d'une École, construite par une République conquérante, paraît menacé, quand cent autres organisations, mille autres personnalités de notre pays se résignent et acquiescent à l'idée reçue selon laquelle le monde a tellement changé que l'homme ne peut être pensé que changeant et autre, l'Association des Professeurs de Lettres s'insurge : comment penser la démocratie en l'absence d'un référent unique et stable ? L'homme est ce « référent », quoi qu'il invente pour s'aliéner, pour se mutiler, pour se détruire, et se penser d'abord comme singulier, pire, comme individu, non comme personne, revient à l'abandon de soi devant toutes les puissances du monde avides de pouvoir.**

**L'A.P.L. a entrepris depuis longtemps de « témoigner » ; elle fait davantage en donnant corps à l'humanisme qui l'anime.**

**Éditorial du 27 décembre 2003.**

Enseigner est un art où, comme dans tout art, la perfection n'est jamais atteinte, et si nous admirons tant de maîtres du passé, si nous croyons reconnaître en eux une supériorité, si nous désirons secrètement les prendre pour modèles — ce qui est naturel puisque ils nous ont formés —, justement ces maîtres nous ont formés pour que nous puissions les dépasser — il en va ainsi de tout art — et nous ne le pouvons qu'en inventant de nouvelles formes de notre art à condition de préserver ce qui en fait l'essence : la relation fondamentale, a-historique, entre le savoir, le maître et l'élève, *a fortiori* quand les sociétés, à tel et tel moment de leur histoire, s'évertuent à la pervertir, *a fortiori* quand l'« essentiel », inscrit dans une constitution, est dû à chacun sans exception. Le mauvais maître, l'agent de la barbarie, ne dit mot, consent à la perversion. Il faut le combattre, ne serait-ce qu'en s'efforçant de réparer les dégâts qu'il commet : nous le vivons au jour le jour quand, professeurs, nous constatons le recul « handicapant » du savoir (par exemple la carence de mots pour dire les choses) chez nos élèves, quand, parents, nous souffrons de voir nos enfants désarmés face à une, à des disciplines et quand nous nous trouvons confrontés à l'insupportable alternative de les aider par tous les moyens ou de les laisser renoncer pour leur bien-être. À qui la faute ? Les mauvais maîtres, ce ne sont pas forcément des personnes, mais des programmes, des orientations irresponsables.

Cependant, « qui ne dit mot consent » : par exemple nous nous ferions les complices de la perversion de l'« essentiel » si nous acceptions, nous, professeurs, la confusion entre un moyen supposé de « mieux faire », les T.P.E. et les I.D.D., l'innovation dans son principe, et la fin qui serait de mieux instruire ; prendre le moyen pour la fin est pervers comme le mensonge qu'on fait aux autres, comme celui qu'on fait à soi-même, car en l'occurrence derrière la fin à demi reconnue se dissimule la vraie fin : le plaisir individuel (élèves et professeur) pour lequel il existe un autre temps que celui de l'exercice du métier. Le plaisir dans le métier, le fameux « plaisir d'enseigner », n'est donné *que de surcroît*.

Or nous avons le loisir d'observer, face aux dites « innovations », trois attitudes également déplorables : une première consiste à s'adonner corps et âme au « scoutisme pédagogique » (l'expression est d'un mal-pensant de l'A.P.L. qui n'en manque pas). Les adeptes croient s'acquitter de leur bonne action... hebdomadaire en distrayant leurs élèves de la monotonie, de l'austérité de l'enseignement traditionnel dans ses formes : ils les désennuient en jouant eux-mêmes, non sans ronchonner parfois contre le poids de la tâche supplémentaire qui leur incombe. Ils sacrifient sans se l'avouer à un « pédagogiquement correct ». Ils épousent leur temps et, par besoin de reconnaissance, espèrent dans le secret se ménager les bonnes grâces de la société. Cécité volontaire ! Nul autre profit à en attendre qu'une carrière un peu moins lente. Une deuxième attitude, en apparence diamétralement opposée, ne sert pas pour autant l'« essentiel » : c'est le

soupçon érigé en système. Laissons au lecteur le soin de démêler si l'auteur de ces lignes se dénonce lui-même. En effet il est aisé de comprendre, malgré tout ce qui vient d'être écrit, que des professeurs aient à cœur de débusquer des talents chez leurs élèves par des moyens inhabituels (mais l'innovation acquise risque de devenir routine), que leur devoir de fonctionnaires les amène à composer avec leur droit au libre examen<sup>1</sup> (tel notre heureux collègue « intellectuel » évoqué dans l'introduction, tels les bien lotis de l'Éducation nationale dont les classes se prêtent à l'aventure intellectuelle), que tous ces collègues recherchent un équilibre dans l'appréciation de la valeur de l'innovation. Ajoutons qu'il n'est point aisé, qu'il est pour ainsi dire invivable, l'Éducation nationale n'ayant pas à recruter des saints ni des héros, de s'opposer seul contre tous dans un établissement isolé. Aussi la condamnation sans nuance *a priori*, fondée sur des choix idéologiques (politiques, syndicaux et autres), la pression exercée par des ayatollahs de tout crin, ne fait-elle qu'aggraver un sentiment de malaise professionnel, si présent aujourd'hui, et contraindre dans bien des cas à la désertion contre ses convictions, à l'adoption de la première attitude. Aussi indigne que la cécité volontaire est l'exercice de la contrainte morale et intellectuelle au nom d'une foi. « Libre examen » disions-nous tout à l'heure... C'est un droit inaliénable. La troisième attitude, de loin la plus répandue, — mais s'agit-il exactement d'une « attitude »? — consiste dans l'indifférence, une sorte d'abolition de l'existence dans l'être. Ni bon ni mauvais, le **faux** maître se dit : « Ni pour, ni contre. S'il faut en passer par là, pourquoi pas ? Mais j'ai tant à faire ailleurs... » Voilà le symptôme le plus évident de la maladie sur laquelle on a tant broché ces derniers temps et dont le diagnostic circulait sous notre plume : la crise-d'identité-de-la-profession-d'enseignant.

\*  
\* \*

Cette crise, nous proposons de la définir comme suit : les professeurs s'identifient de plus en plus à ce qu'ils ne sont pas. Mieux dit : réservant de se choisir comme professeurs, ils se laissent recruter, docilement, par souci de sécurité, en attendant que la vie leur offre, si un talent reconnu s'affirme en eux, des emplois dans la société plus « valorisants ». En attendant, ils ne seront que des « profs », oublieux de l'« essentiel », formulé ci-dessus avec tant d'insistance, et d'autant plus humiliés que le patron-recruteur les a tout bonnement satellisés, tout en les « formatant » à l'issue d'études vouées au savoir : l'apprenant au centre, l'élève au cœur du système ! Torts partagés en somme : on se laisse recruter pour une mission pervertie par l'employeur. Torts partagés, mais la responsabilité incombe *d'abord* au recruteur qui détient l'initiative dans le jeu de l'offre d'emplois : le certifié recruté à bac + 4 pour jouer les garde-chiourmes, l'agrégé, « sauvé » s'il se peut, par la recherche menée rondement : D.E.A., thèse ! Quant au normalien, il n'a pas tardé à « se placer », avant même les concours de recrutement : se placer pour fuir le secondaire, s'évader ne serait-ce que dans l'enseignement supérieur (mais bientôt, ce sera en attendant mieux et à quand la fin des E.N.S. ?). « En attendant mieux », pour exister socialement, l'on tente de se distinguer par le mode de participation à quelque pouvoir que ce soit (politique, syndical, administratif, médiatique... voire associatif), par ses investissements culturels, par la prospérité familiale, par ses choix de consommateur (odieuse caricature, venue de notre propre milieu si prompt à s'auto-dénigrer, que celle du « prof-camif » !) À qui la faute ? Ni la faute à Bourdieu, ni la faute à Meirieu. Non : la dévalorisation de la profession remonte à un passé déjà lointain. Pas même Lionel Jospin n'en a eu raison avec le leurre de la « revalorisation ». Aucun homme d'État de la cinquième République (une exception confirme-t-elle la règle ? L'A.P.L. n'a pas à en débattre) n'a eu ni le courage ni la force de redresser l'institution, condition *sine qua non* d'une vraie revalorisation, disons plutôt d'une réhabilitation. Au contraire. Le pouvoir politique, qui se donne des allures martiales, tire sur l'ambulance, avec la complicité objective de ses victimes exactement désorientées

Lamentable printemps ! Par milliers nos collègues de dizaines d'établissements se jettent dans l'aventure de la grève reconductible sans être assurés du soutien national de syndicats qui se contentent d'appuyer de décade en décade sur le bouton de la journée de grève avec manifestation

---

1. Quatrième attitude en somme, qui a au moins le mérite de la légitimité.

sur la voie publique comme pour administrer la preuve de leur puissance en vue de négociations qui n'auront pas lieu. Le seul à retirer un bénéfice financier est l'État décidé à procéder à un pointage systématique des absents. De soutien financier collectif aux grévistes de longue durée, nulle nouvelle. ainsi notre profession s'enfoncé plus profondément dans l'humiliation. Que de collègues aujourd'hui écœurés ! Et tout cela pour défendre des retraites, il est vrai, brutalement malmenées par le gouvernement ; chacun sait bien cependant que la question des retraites allait tôt ou tard être posée à la nation, fût-ce en des termes différents.

Nos collègues se battaient aussi contre la politique budgétaire et contre la décentralisation, mais en se gardant bien, tout comme les syndicats, de placer au centre de leur protestation ce qui constitue en propre leur identité dans la société : la qualité même de l'enseignement, les programmes. N'était-ce pas l'occasion d'alerter l'opinion publique sur une réalité qu'elle ne percevait que confusément ? Les professeurs n'eussent-ils pas fait d'une pierre deux coups : défendre moins leurs statuts que la valeur de leur métier et imposer l'image de leur dignité ?

D'aucuns assurent que non car, pensent-ils, la défense des retraites est plus fédératrice. Citons par conséquent notre ami Michel Leroux : « Je voudrais bien savoir en quoi l'organisation de l'ignorance par une classe au pouvoir ne relève pas de la lutte des classes », réponse aux stratèges enseignants qui se sont fourvoyés. Si en effet nous négligeons de nous battre au nom de ce que nous sommes, au nom de l'« essentiel » tel que nous l'avons défini ci-dessus, qui le fera pour nous ? C'est se déconsidérer que de rester « à la remorque » des mouvements sociaux, même en faisant nombre.

Et l'on atteint le comble de l'absurdité quand on se rend coupable d'autodafés : un intellectuel qui jette, piétine, déchire, brûle un livre qui lui déplaît, si médiocre que soit ce livre, ne fait rien d'autre que de se renier et de se trahir lui-même. Non moins absurde est la menace proférée par quelques-uns d'empêcher le déroulement normal des épreuves du baccalauréat ; d'une part le gouvernement et les médias en ont sans vergogne fait des gorges chaudes, donnant à entendre à nos concitoyens que le risque était considérable (calomnie !) ; d'autre part nous avons tous sans exception le devoir de sauver le baccalauréat autrement et secrètement menacé par certains politiciens (la manière dont le ministère a réglé l'incident à Bordeaux, ou le fait que les copies de mathématiques de la série S – la fameuse question de géométrie spatiale – aient été notées ici sur 21, ailleurs sur 29 voire plus, voilà des signaux qui ne laissent pas d'inquiéter).

Face aux dangers qui menacent réellement l'Éducation Nationale, face au délabrement de l'enseignement des Lettres, au lieu de nous laisser aliéner, nous avons à réfléchir sur notre identité pour l'assumer pleinement. Pour cela nous avons collectivement besoin d'une cure de lucidité sur les I.D.D., les T.P.E., les autres innovations et... tout le reste.

« Vaste programme », ironisera-t-on, mais notre identité requiert de notre part, priorité des priorités, l'effort intellectuel. Montrons-nous résolument ambitieux pour nous comme pour nos élèves. Il s'agit au fond d'une affaire d'éthique. or l'éthique n'est-elle pas inhérente à l'identité de notre profession ?

Éditorial du 30 juin 2003.

---

« Une année difficile » ; osons davantage : une année désastreuse. Tout fait violence sur les consciences. La violence de l'argent aggrave le sentiment des différences entre consommateurs en même temps qu'elle est facteur d'exclusion sociale. La violence médiatisée, physique ou sexuelle, « déréalise » (j'emprunte le mot au jargon psy) : en même temps qu'elle procure un sulfureux divertissement (ce n'est pas nouveau !), elle est promue valeur de substitution face aux valeurs bafouées par le fonctionnement des rapports sociaux. La violence physique brave aujourd'hui toutes les lois. Permettez-moi de faire allusion ici au scandale de Madrid : des islamistes massacrent des étudiants et des travailleurs innocents (comme on l'a tant dit) avec pour fin de déstabiliser une société occidentale parmi d'autres dont ils ont mesuré, justement, les contradictions entre les

valeurs démocratiques et l'aspiration à la sécurité inhérente au consumérisme. Ce crime, comme tous ceux qui l'ont précédé, offre en pâture à l'individualisme la peur, ennemie de la raison. Mais la violence est aussi politique : je pense moins ici au recours à la guerre qu'au mensonge et à la tricherie, généralisés le plus souvent au service d'appétits particuliers et personnels ; cette violence politique sape et détruit les idéaux qui naguère s'épanouissaient dans la démocratie. Voilà le politique rabaissé à l'administration des choses. Le citoyen est devenu sceptique, l'esprit de responsabilité même s'identifiant au scepticisme. Prime au cynisme dans tous les lieux où s'exerce un pouvoir, si modeste soit-il ! les exceptions en la matière confirment la règle. L'éducation des enfants, chargée en principe de transmettre des valeurs où se reconnaisse la société de demain, pâtit à la fois de l'incertitude et de l'irrésolution des parents (le mot de « démission » me paraît caricatural), car elle est affaiblie en tant que projet et volonté par la contradiction fondamentale entre les valeurs collectives et les valeurs individuelles, qui sous-tend le sombre tableau que je viens d'esquisser.

Ce qui manque à vrai dire à la tête de nos sociétés, à nos gouvernements, si entichés de « réformes » d'ailleurs imposées par des entités qui les dépassent, — autre forme de violence —, c'est une authentique volonté politique, et cette volonté ne peut se fonder que sur une vision de l'homme et du monde.

En définitive, ce dont nous sommes collectivement dessaisis, progressivement, c'est de la *maîtrise de l'avenir*. Peut-être l'homme ne se définit-il désormais que par *l'aventure*. Mais comment concilier l'aventure avec la peur ? Le véritable aventurier, le « *pícaro* » n'est-il pas, avant de partir, fort et audacieux, (parfois sans foi ni loi d'ailleurs) ?

\*  
\* \*

Pour simplifier, le projet du XVIII<sup>e</sup> siècle fut la conquête du bonheur, laquelle passait nécessairement par l'élimination de toute sorte de superstition. L'idéologie du progrès combat d'abord la peur. Un siècle plus tard l'école républicaine imposa des valeurs de combat et fit de la raison l'arme de tous. Les valeurs intellectuelles et, paradoxalement, spirituelles y trouvèrent leur compte. L'école était le premier, le plus puissant foyer de résistance à la montée des valeurs marchandes. Bien des auteurs ont observé et analysé au cours du XX<sup>e</sup> siècle qui, la crise de l'esprit, qui, la crise de la culture, qui, la défaite de la pensée. Leurs écrits nous restent et la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle a connu quelque temps des « maîtres à penser » en Europe, écoutés dans le monde. Nos Présidents de la République avaient à cœur, pour leur gloire, de trouver place dans la... république des Lettres, et s'il fallait réformer l'école, disait-on, c'était au nom de sa modernisation, voire de l'égalité des chances. Aujourd'hui, l'esprit, de plus en plus marchandisé, se sépare de l'institution qui l'a soutenu. La reconnaissance des talents s'effectue dans un ailleurs où la raison se réduit au calcul. Elle se règle sur des critères étrangers à la connaissance, à la rigueur sur une rhétorique de la séduction ; bref, il faut avant tout communiquer. Je ne conteste pas l'existence de grands esprits et de talents véritables, loin de là, dans le domaine des arts et des lettres, mais tout tend à les marginaliser s'ils ne se laissent pas emprisonner dans les formes imposées par les médias, ces rivaux acharnés de l'institution scolaire (et universitaire) depuis de longues décennies, de sorte que le génie s'asservit, se renie, risque de périr.

Que faire faire à l'école désormais ? Former des citoyens dociles et utiles. Promouvoir l'« éducation globale » — terme de la novlangue accueillie par le B.O.E.N. —, à la rigueur doter la production et la consommation de cadres capables techniquement de les entretenir.

On atteint le comble lorsque la seule institution vouée à la science, à la fois moyen et fin, ce qui suppose une continuité de l'instruction à l'élaboration des savoirs, casse les reins à la recherche scientifique que le pouvoir politique voudrait abandonner au secteur privé. De quoi trembler de peur pour l'esprit ! Notre Association ne peut l'accepter et, j'en suis convaincu, ne l'accepte pas.

Rapport moral du 21 mars 2004.

---

L'action de l'A.P.L. ne consiste pas à exhiber ballons, banderoles et pantins — elle n'en a pas les moyens — ni à imposer des revendications chiffrées. « Elle n'en a pas les moyens ? » Bien plus profondément, la « rue » n'est pas son terrain : nous n'existons que pour défendre notre triple discipline et les intérêts moraux de ceux qui l'enseignent, sans jamais perdre de vue l'intérêt général. Cela requiert au sein de sociétés peu maîtresses d'elles-mêmes — je pense non seulement à la France mais à l'Europe sans perdre de vue le monde — un effort de distanciation, en un mot la réflexion pour se faire entendre, pour en appeler à l'esprit de responsabilité politique, morale, humaine.

Mais si « distanciation » signifiait « absence », nous ne soutiendrions plus rien du tout. Déserteurs, nous mériterions d'être désertés à notre tour. Or nous voulons être entendus : par qui ? Difficile de répondre ! Nos collègues abdiquent en majorité : ou bien ils obéissent aveuglément, ou bien ils se rangent sous des bannières politiques et syndicales. Tel est le constat qui a orienté notre action cette année.

[...] Pour commencer je rappelle que le professeur de Lettres n'a en vue, naturellement, que la formation de l'homme dans sa totalité, ce qui le rapproche du professeur de philosophie malgré les différences essentielles entre les deux disciplines. Sinon il serait professeur de français, de communication, de langues anciennes, ces dernières rassemblant dans un « melting pot » aberrant tout ce qui n'est pas elles : histoire, ethnographie, arts... Passons. Il ne s'agit pas pour lui d'enseigner des techniques — du moins pas seulement — mais d'aider à se connaître comme inachevé, comme toujours perfectible dans une relation toujours en devenir avec autrui, avec le monde. Le professeur de Lettres stimule la capacité de questionnement sur la langue qu'on parle, sur le sens de ce qui est dit par autrui, sur l'expression d'une expérience personnelle et, de ce point de vue, inépuisable jusqu'à l'indicible. Le professeur de Lettres est donc essentiellement un professeur de littérature. En même temps, et pour les raisons mêmes qui viennent d'être énoncées, son discours s'adresse à tous les hommes sans exception, car s'il ne s'adressait qu'à quelques-uns, il serait contradictoire : au nom de quoi prétendre à l'universalité à travers la singularité, tout en se réservant à des héritiers, à des élites sociales ? Par conséquent, la réflexion et l'action de l'A.P.L. s'inscrivent dans une perspective éminemment démocratique, ce qui veut dire aussi anti-élitiste. En somme elles postulent l'existence d'une école sûre d'elle et ambitieuse, face à quoi notre — nos — société(s) hésite(nt).

La nôtre, parmi d'autres, ne sait que faire de son école et lui assigne des fonctions étrangères à sa spécificité : ce faisant, elle exclut. Notre société subit d'autant plus qu'elle est sournoisement convaincue d'une fatalité européenne et mondiale. Elle semble se résigner.

[...] Si la société se résigne, l'école s'effondre. En effet, loin de structurer la jeunesse, elle s'offre comme une victime au travail de sape constant et désordonné des pouvoirs concurrents : l'argent, la publicité, les autres médias, les professions (management, psychologie, métiers artistiques) en vrac mais toujours sous l'englobant de l'argent. Ces pouvoirs trouvent chacun son cheval de Troie pour s'installer au cœur de l'institution démunie, sans défense et trahie par ceux-là mêmes qui la régissent : d'abord les corps administratifs, mais aussi les fédérations de parents, les syndicats de professeurs, d'élèves, jusqu'aux disciplines qui se livrent un combat sournois, discret et perpétuel. Nos élèves n'en peuvent mais : subissant des sollicitations contradictoires, ils expriment leur sentiment d'insécurité soit en obéissant, parfois aveuglément, aux règles qu'on leur prescrit, en se conformant à des programmes qui ne leur conviennent pourtant pas (mais comment faire autrement, si les maîtres ont cessé d'être maîtres ?), soit en reprenant à leur compte des slogans dont ils ne maîtrisent pas la portée et en se réfugiant dans la loi du nombre — celle de la rue — pour affirmer leur puissance en même temps que leur désir d'être reconnus, et inquiéter enfin les pouvoirs publics, c'est-à-dire la veulerie instituée. Que nos élèves partent en guerre pour défendre le baccalauréat national (juste cause en soi) et les T.P.E. (que nous avons si souvent dénoncés), qu'ils

se mobilisent demain contre la loi Fillon, qu'ils parviennent à faire nombre un moment — pas plus — sur le pavé des grandes villes de France, leurs mots d'ordre et leurs slogans leur seront venus d'« ailleurs » ; et que dire de nos collègues qui tendent à oublier que ce qui les relie n'est pas d'avoir à vivre ensemble sur leur lieu de travail ou de conquérir l'estime de petits chefs, la caporalisation à laquelle nous assistons aujourd'hui, mais d'avoir à s'interroger toujours sur le sens de leur mission, sous peine de se déqualifier, de se disqualifier ? Notre école a sans doute perdu non seulement la capacité mais la volonté de se défendre, et le peuple ne la soutient guère. Une tradition presque séculaire est brisée : tirons-en lucidement les conséquences.

Rapport moral du 13 mars 2005.